

Unité inter-départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 23/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

### **Cérience**

2 Route de la Ménitré  
Beaufort en Vallée  
49250 BEAUFORT EN ANJOU

Références : 2022-741\_INSP-CERIENCE-Beaufort en Anjou\_RAP  
Code AIOT : 0006301366

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement Cérience implanté Route de la Ménitré Beaufort en Vallée 49250 BEAUFORT EN ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Cérience
- Route de la Ménitré Beaufort en Vallée 49250 BEAUFORT EN ANJOU
- Code AIOT : 0006301366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine de traitement de semences

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative (rubriques ICPE 2260-2910-1510-1511-1532-2160) en lien avec les décrets ayant modifié ces rubriques depuis l'arrêté préfectoral (AP) du 08/01/2018, le dossier de porter à connaissance de modification de mars 2020 et le courrier de bénéfice des droits acquis de l'exploitant du 21/12/2021.
- Contrôle par sondage des prescriptions de l'AP : rejets atmosphériques du séchoir 5, niveaux acoustiques, installations électriques, foudre, stockage de palettes et zones humides.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - Rubrique 1532	Décret du 24/09/2020, article 1	/	Sans objet
2	Situation administrative - Rubrique 1511	Décret du 24/09/2020, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Situation administrative - Rubrique 1510-2	Décret du 24/09/2020, article 1	/	Sans objet
5	Situation administrative - Rubrique 2910	Décret du 21/07/2021, article 1	/	Sans objet
7	Modifications notables	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Sans objet
8	Porter à connaissance de modification de mars 2020	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.8	/	Sans objet
10	Foudre - Conformité des installations de protection	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.2	/	Sans objet
11	Foudre - Carnet de bord	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.2	/	Sans objet
12	Vérification visuelle des installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.3	/	Sans objet
13	Vérification complète des installations de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.3	/	Sans objet
14	Contrôle des rejets atmosphériques du séchoir 5 (avec générateur de chaleur direct)	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 3.5	/	Sans objet
15	Contrôle des rejets atmosphériques du séchoir 5 (avec générateur de chaleur indirect)	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 3.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 6.2.3	/	Sans objet
17	Respect des valeurs limites d'émergence et niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, articles 6.2.1 et 6.2.2	/	Sans objet
20	Zones humides	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.11	/	Sans objet
21	Caducité du générateur de chaleur indirect du séchoir 5	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-74-II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Situation administrative - Rubrique 2260-2	Décret du 28/10/2019, article 1	/	Sans objet
6	Installation de séchage de secours (collecteur B)	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.1	/	Sans objet
18	Stockage de palettes et cagettes en extérieur	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.7.1	/	Sans objet
19	Stockage de palettes dans une cellule de stockage couverte	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.7.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Constat de non-conformités pour lesquelles l'exploitant a apporté, pour certaines, des éléments justifiant d'un retour à la conformité en cours (concernant la réalisation d'un inventaire floristique et faunistique sur les zones humides renaturées et la conformité des installations électriques).
- L'exploitant doit être attentif au respect de la fréquence de certains contrôles réglementaires et à la levée des remarques (en s'attachant à réaliser les travaux de mise en conformité selon une cinétique adéquate).
- La situation administrative de certaines rubriques ICPE du site doit être clarifiée au regard du dossier de porter à connaissance de modification de mars 2020 et aux décrets ayant modifié récemment la nomenclature des ICPE dont celui du 24/09/2020 relatif aux rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 24/09/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Rubrique 1532
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP du 08/01/2018 - art. 1.2.1 : Rubrique 1510-2 : 121440 m<sup>3</sup> (régime E) - Rubrique 1511-3: 19920 m<sup>3</sup> (régime DC) - Rubrique 1532-3 : 12400 m<sup>3</sup> (régime D)</p> <p>Décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.</p> <p>Rubrique 1532 actuellement en vigueur:  Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m<sup>3</sup> : A</li> <li>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> : E</li> <li>b) Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> : D</li> </ol> </li> </ol> <p>Guide Entrepôts du 24/9/2021 : <a href="https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDÉ_24sept2021_logo_V2.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDÉ_24sept2021_logo_V2.pdf</a></p> <p><b>Constats :</b> Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020, l'exploitant a transmis par courrier du 21/12/2021 une demande de bénéfice des droits acquis au titre du L513-1 du Code de l'environnement (régime inchangé pour la rubrique 1510). Ce courrier ne présente pas les éventuelles modifications de classement des installations régulièrement mises en service pour la rubrique 1532 après l'entrée en vigueur du décret au 1/1/2021. Pour rappel, il ne peut y avoir de double classement avec la rubrique 1532 en cas de classement sous la rubrique 1510.</p> <p>Suite à la modification d'activité exercée au sein des bâtiments ex bulbes (bâtiment 1, préaux et serres) ayant fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance (PAC) transmis au préfet par courrier du 09/04/2020, l'exploitant a indiqué ne plus stocker de palettes et cagettes en extérieur et notamment au niveau de la partie du site située à proximité de l'angle des routes départementales D7 et D346.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence de palettes de bois dans la cellule B du bâtiment 5 (potentiellement déjà classée sous la rubrique 1510) et dans le bâtiment 1 (potentiellement déjà classé sous la rubrique 1510),</li> <li>- l'absence de stockage de palettes et de cagettes en extérieur (non couvert) notamment au niveau de la partie du site situé à proximité de l'angle des axes routiers D7 et D346,</li> <li>- la présence de 4 palettes dans un chapiteau situé, au sud-est du site, à environ 15 m du bâtiment 6 (potentiellement classé sous la rubrique 1510). Selon l'exploitant, cette installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage serait dédiée à l'entreposage de palettes de bois. Il n'a pas pu justifier que cette installation a été régulièrement mise en service (cf fiche de constats modifications),</li> <li>- la présence de palettes de bois sous l'auvent attenant au bâtiment 1. Selon le PAC de modification du 9/4/2020, cet auvent ne devait pas accueillir de matières combustibles (cf fiche de constat porter à connaissance de modification de mars 2020).</li> </ul> <p><b>Observations :</b>  =&gt; Compléter la demande de bénéfice des droits acquis suite au décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant notamment les rubriques 1510 et 1532 en détaillant les installations régulièrement mises en service classées sous la rubrique 1532 après l'entrée en vigueur du décret au 1/1/2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Situation administrative - Rubrique 1511**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 24/09/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Rubrique 1511
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AP du 08/01/2018 - art. 1.2.1 : Rubrique 1510-2 : 121440 m <sup>3</sup> (régime E) - Rubrique 1511-3: 19920 m <sup>3</sup> (régime DC) - Rubrique 1532-3 : 12400 m <sup>3</sup> (régime D)  Décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.  Rubrique 1511-2 actuellement en vigueur: Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> : E 2. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> : DC Un entrepôt frigorifique est un entrepôt dans lequel les conditions de température et/ou d'hygrométrie sont régulées et maintenues à une température inférieure ou égale à 18° C en fonction des critères de conservation propres aux produits. Un entrepôt est considéré comme exclusivement frigorifique dès lors que la quantité de matières ou produits combustibles autres que les matières ou produits conservés dans l'entrepôt frigorifique est inférieure ou égale à 500 tonnes.  Guide Entrepôts du 24/9/2021 : <a href="https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDÉ_24sept2021_logo_V2.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDÉ_24sept2021_logo_V2.pdf</a>
<b>Constats :</b> Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020, l'exploitant a transmis par courrier du 21/12/2021 une demande de bénéfice des droits acquis au titre du L513-1 du Code de l'environnement (régime inchangé pour la rubrique 1510). Ce courrier ne présente pas les éventuelles modifications de classement des installations régulièrement mises en service pour la rubrique 1511 après l'entrée en vigueur du décret au 1/1/2021. Pour rappel, il ne peut y avoir de double classement avec la rubrique 1511 en cas de classement sous la rubrique 1510. Selon l'exploitant, le site disposerait de 3 chambres froides dans le bâtiment 6 (potentiellement déjà classé sous la rubrique 1510), une chambre froide dans le bâtiment 5 (potentiellement déjà classé sous la rubrique 1510) et une chambre froide dans le bâtiment 1 (potentiellement déjà classé sous la rubrique 1510) ayant fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance de modification par courrier du 9/4/2020.
<b>Observations :</b> => Compléter la demande de bénéfice des droits acquis suite au décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant notamment les rubriques 1510 et 1511 en détaillant les installations régulièrement mises en service classées sous la rubrique 1511 après l'entrée en vigueur du décret au 1/1/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Situation administrative - Rubrique 1510-2**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 24/09/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Rubrique 1510-2
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP du 08/01/2018 - art. 1.2.1 : Rubrique 1510-2 : 121440 m<sup>3</sup> (régime E) - Rubrique 1511-3: 19920 m<sup>3</sup> (régime DC) - Rubrique 1532-3 : 12400 m<sup>3</sup> (régime D)</p> <p>Décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.</p> <p>Rubrique 1510-2 actuellement en vigueur:  Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup> : A  b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> : E  c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> : DC</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p> <p>Guide Entrepôts du 24/9/2021 : <a href="https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDÉ_24sept2021_logo_V2.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDÉ_24sept2021_logo_V2.pdf</a></p> <p><b>Constats :</b> Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020, l'exploitant a transmis par courrier du 21/12/2021 une demande de bénéfice des droits acquis au titre du L513-1 du Code de l'environnement (régime inchangé pour la rubrique 1510). Ce courrier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ne démontre pas que le périmètre des installations régulièrement mises en service et concernées par la rubrique 1510 avant et après la mise en application du décret a ou n'a pas été modifié. Doivent être détaillées les installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage de matières combustibles (IPD) et groupes d'IPD de l'établissement avec leurs volumes, les quantités en tonnes stockées dans les divers IPD/groupes d'IPD et leurs dates de présentation de demande d'autorisation ou leurs dates où elles ont été régulièrement mises en service,</li> <li>- ne présente pas les éventuelles modifications de classement pour les rubriques 1511 et 1532 (cf fiches de constats situation administrative rubriques 1511 et 1532).</li> </ul> <p>Pour rappel, il ne peut y avoir de double classement avec les rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 en cas de classement sous la rubrique 1510.</p> <p>Dans son dossier de porter à connaissance (PAC) de modification transmis au préfet par courrier du 09/04/2020, l'exploitant indique que la modification d'activité projetée au sein des bâtiments ex bulbes (bâtiment 1, préaux et serres) n'a pas d'impact sur le classement de la rubrique 1510 (installations déjà classées 1510).</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence de palettes de bois dans la cellule B du bâtiment 5 (potentiellement déjà classée sous la rubrique 1510),</li> <li>- la présence de matières combustibles dans le bâtiment 1 (potentiellement déjà classé sous la rubrique 1510) : cartons (palettes) et semences (palettes et big-bags),</li> <li>- la présence de matières combustibles dans les serres (potentiellement déjà classées sous la rubrique 1510) : palettes de bois et de cartons,</li> <li>- la présence de 4 palettes de bois dans un chapiteau, situé au sud-est du site, à environ 15 m du bâtiment 6 (potentiellement déjà classé sous la rubrique 1510). Selon l'exploitant, cette installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage de matières combustibles serait utilisée pour l'entreposage de palettes de bois. Il n'a pas pu justifier que cette installation a été régulièrement mise en service (cf fiche de constats modifications),</li> <li>- la présence de palettes de bois sous l'auvent attenant au bâtiment 1 (potentiellement déjà classé</li> </ul>



<p>1510). Selon le PAC de modification du 9/4/2020, cet auvent ne devait pas accueillir de matières combustibles (cf fiche de constat porter à connaissance de modification de mars 2020),</p> <p>- la présence de stockage de semences (palettes et big-bags) dans 2 chapiteaux, situés au sud-est du site, à plus de 40 m du bâtiment 6 (potentiellement déjà classé sous la rubrique 1510). Selon l'exploitant, cette installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage de matières combustibles serait dédiée à l'activité ponctuelle de fumigation. Il n'a pas pu justifier que cette installation a été régulièrement mise en service (cf fiche de constats modifications). Selon l'exploitant, cette IPD isolée aurait une capacité de stockage de matières combustibles inférieur à 500 tonnes ce qui impliquerait l'absence de classement sous la rubrique 1510.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Compléter la demande de bénéfice des droits acquis suite au décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 en détaillant les installations régulièrement mises en service classées sous la rubrique 1510 après l'entrée en vigueur du décret au 1/1/2021. Doivent être détaillées les installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage de matières combustibles (IPD) et groupes d'IPD de l'établissement avec leurs volumes, les quantités en tonnes stockées dans les divers IPD/groupes d'IPD, la nature des matières stockées (relevant potentiellement des rubriques 1530, 1532 ou 2663 par exemple) et leurs dates de présentation de demande d'autorisation ou leurs dates où elles ont été régulièrement mises en service.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 4 :** Situation administrative - Rubrique 2260-2



<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 28/10/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Rubrique 2260-2
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP du 08/01/2018 - art. 1.2.1 et annexe 1 (liste des installations de combustion) : Rubrique 2910-A-1 : 47 MW (régime A) - Pas de rubrique 2260-2</p> <p>Décrets n° 2018-704 du 3/08/2018 et n° 2021-976 du 21/07/21 modifiant la rubrique 2910  Décrets n°2018-900 du 22/10/2018 et n° 2019-1096 du 28/10/2019 modifiant la rubrique 2260</p> <p>Rubrique 2260-2 actuellement en vigueur:  Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 :  2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :  a) Supérieure ou égale à 20 MW : E  b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW : DC</p> <p><b>Constats :</b> Dans son dossier de PAC du 9/4/2020, l'exploitant propose un classement en 2260-2 de toutes les installations de combustion en annexe 1 de l'AP à l'exception des installations de combustion des chaufferies labo, bureaux semences et préparateur eau chaude (en 2910). Le collecteur B utilisé en secours n'est pas repris dans le calcul de la capacité maximale de la rubrique 2260-2. La puissance thermique nominale totale de l'installation serait ainsi de 45,1 MW (régime E).  <u>Séchoir 5</u>  L'annexe I de l'AP précise une puissance unitaire de 5,815 MW pour la chaudière biomasse et de 6,9 MW (puissance retenue pour la puissance totale en fonctionnement simultané) pour les brûleurs au gaz naturel utilisés en secours. La puissance retenue par l'exploitant dans l'actualisation de la rubrique 2260-2 dans son courrier du 9/4/2020 est toujours une puissance thermique nominale de 6,9 MW.  Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le séchoir 5 pouvait être alimenté en chaleur par 2 générateurs de chaleur : un générateur de chaleur direct (via un brûleur à gaz naturel) et un générateur de chaleur indirect (chaudière utilisant la rafle de maïs comme combustible pour produire de l'eau chaude qui passe dans un échangeur air/eau pour fournir de l'air chaud). Il a indiqué que ce générateur de chaleur indirect n'aurait pas été utilisé depuis 2015, seuls les brûleurs à gaz naturel auraient été utilisés pour cette installation.  Lors de la visite, les 2 installations de générateurs de chaleur du séchoir 5 ont pu être visualisées, elles ne fonctionnaient pas le jour de l'inspection.  <u>Collecteur B utilisé en secours</u>  L'annexe I de l'AP précise une puissance unitaire de 2,1 MW pour les brûleurs au gaz naturel utilisés en secours. L'exploitant a confirmé que cette installation était un générateur à chaleur direct, ce qui a pu être vérifié lors de la visite. Il a également été constaté que cette installation était déconnectée du réseau d'alimentation en gaz naturel (cf fiche de constat installation de séchage (collecteur B)).</p> <p><b>Observations :</b>  =&gt; Suite aux divers décrets ayant modifié la rubrique 2260 (et 2910) dont les derniers en date du 22/10/2018 et du 28/10/2019, l'IIC proposera au préfet d'acter la puissance thermique nominale de l'installation (pour les activités relevant du séchage par contact direct) proposé par l'exploitant au titre de la rubrique 2260-2, par courrier du 9/4/2020, dans une prochaine actualisation du tableau des rubriques ICPE (régime E pour la rubrique 2260-2 : 45,1 MW).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 5 : Situation administrative - Rubrique 2910**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 21/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - Rubrique 2910
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AP du 08/01/2018 - art. 1.2.1 et annexe 1 (liste des installations de combustion) : Rubrique 2910-A-1 : 47 MW (régime A)</p> <p>Décrets n° 2018-704 du 3/08/2018 et n° 2021-976 du 21/07/21 modifiant la rubrique 2910  Décrets n°2018-900 du 22/10/2018 et n° 2019-1096 du 28/10/2019 modifiant la rubrique 2260</p> <p>Rubrique 2910 actuellement en vigueur :  Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW : E</li> <li>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : DC</li> </ol> <p>La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.</p> <p>On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;</li> <li>b) Les déchets ci-après : <ol style="list-style-type: none"> <li>i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ;</li> <li>ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;</li> <li>iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;</li> <li>iv) Déchets de liège ;</li> <li>v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.</li> </ol> </li> </ol> <p>(*)Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>
<p><b>Constats :</b> Dans son dossier de PAC du 9/4/2020, l'exploitant propose un classement en 2260-2 de toutes les installations de combustion en annexe 1 de l'AP à l'exception des installations de combustion des chaufferies labo, bureaux semences et préparateur eau chaude (en 2910). La puissance thermique nominale totale de l'installation serait ainsi de 0,6 MW. Il est à noter que la rubrique 2910 a été modifiée depuis en juillet 2021.</p> <p><u>Séchoir 5</u></p> <p>L'annexe I de l'AP précise une puissance unitaire de 5,815 MW pour la chaudière biomasse et de 6,9 MW (puissance retenue pour la puissance totale en fonctionnement simultané) pour les brûleurs au gaz naturel utilisés en secours. La puissance retenue par l'exploitant dans l'actualisation de la rubrique 2260-2 dans son courrier du 9/4/2020 est toujours une puissance thermique nominale de 6,9 MW (au titre de la rubrique 2260-2).</p>

<p>Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le séchoir 5 pouvait être alimenté en chaleur par 2 générateurs : un générateur de chaleur direct (via un brûleur à gaz naturel) et un générateur de chaleur indirect (chaudière utilisant la rafle de maïs comme combustible pour produire de l'eau chaude qui passe dans un échangeur air/eau pour fournir de l'air chaud). Il a indiqué que ce générateur de chaleur indirect n'aurait pas été utilisé depuis 2015, seuls les brûleurs à gaz auraient été utilisés pour cette installation (cf fiche de constats caducité).</p> <p>Lors de la visite, les 2 installations de générateurs de chaleur du séchoir 5 ont pu être visualisées, elles ne fonctionnaient pas le jour de l'inspection.</p> <p>Cette installation pourrait être également classée sous la rubrique 2910 sous réserve de la transmission des éléments demandés dans la fiche de constats caducité.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; En lien avec la fiche de constats caducité et suite aux divers décrets ayant modifié la rubrique 2910 dont le dernier en date du 21/07/2021 et afin d'actualiser le tableau des rubriques ICPE du site, transmettre les éléments de classement des installations régulièrement mises en service au titre de la rubrique 2910, si besoin à l'aide des fiches disponibles sur le site suivant : <a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/fiches-techniques-combustion-version-novembre-2019">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/fiches-techniques-combustion-version-novembre-2019</a>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 6 : Installation de séchage de secours (collecteur B)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de séchage de secours (collecteur B)</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions techniques et/ou organisationnelles sont prises par l'exploitant (bridage des installations de combustion, consignes, etc.) pour que la puissance totale thermique nominale des installations de combustion ne dépasse pas 47 MW.</p>
<p><b>Constats :</b> Afin de ne pas dépasser le seuil des 50 MW, l'exploitant s'était engagé à déconnecter le collecteur B (utilisé qu'en secours) des autres collecteurs (A, F, G, H et I).</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que la tuyauterie d'alimentation en gaz du collecteur B était sectionnée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 7 : Modifications notables**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que certaines dispositions décrites dans le dossier de porter à connaissance des modifications du 04/04/2020 n'étaient pas respectées (cf fiche de constat porter à connaissance de modification de mars 2020).</p> <p>D'autre part, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les installations suivantes avaient été régulièrement mises en service ou fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance de modification notables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un chapiteau susceptible d'abriter un stockage de matières combustibles (palettes de bois) à moins de 20 m du bâtiment 6 (presque vide le jour de l'inspection),</li> <li>- deux chapiteaux accueillant des stockages de matières combustibles (palettes de semences ou en big-bags) où est également exercée une activité (ponctuelle) de fumigation situés à plus de 40 m des bâtiments 5 et 6.</li> </ul> <p>Pour rappel, selon le guide Entrepôts de septembre 2021, les auvents et les chapiteaux sont tous deux pourvus d'une toiture, ils doivent donc être considérés comme une IPD lorsqu'ils abritent des stockages combustibles. Ils peuvent potentiellement relever d'un classement sous la rubrique 1510 ou d'une autre rubrique ICPE.</p> <p>A ce titre, les 3 chapiteaux ne respectent pas certaines dispositions constructives de l'art 4 de l'AM du 11 avril 2017 relatifs aux entrepôts et ne disposent pas de détection incendie (art. 12).</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; A défaut de démontrer que les 3 chapiteaux susceptibles d'accueillir des stockages de matières combustibles ont été régulièrement mis en service ou ont déjà fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance de modifications notables, porter à la connaissance du préfet ces modifications notables avec tous les éléments d'appréciation (impact sur le classement ICPE, conséquences sur les inconvénients et les risques...) conformément à l'article R181-46-I et II du Code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Porter à connaissance de modification de mars 2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance de modification de mars 2020 par courrier du 09/04/2020 reçu le 16/04/2020 en préfecture informant des modifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- projet d'exercice d'une activité de stockage de semences dans le bâtiment 1 en palettes de sacs conditionnés de semences et en containers (vrac) à la place de l'activité de stockage de bulbes dans ce bâtiment,</li> <li>- projet d'exercice d'une activité de stockage de palettes de cartons et de sacs dans les serres à la place de l'activité de stockage de bulbes dans ces dernières,</li> <li>- l'arrêt et la suppression de 2 chaudières (d'une puissance de 0,674 MW et 0,562 MW) situés dans le bâtiment 1 et dans les bureaux de ce dernier.</li> </ul> <p>Selon le dossier de l'exploitant, cette modification notable n'aurait pas de conséquences sur le classement des installations classées sous la rubrique 1510 (détail des installations classées sous cette rubrique non présenté dans le dossier). Selon l'évaluation des risques réalisée par l'exploitant dans son dossier (modélisations des incendies du bâtiment 1 et des serres), elle n'aurait pas de conséquences sur l'environnement (absence d'effets thermiques en dehors des limites du site) et sur les autres installations (absence d'effets domino). L'exploitant n'y précise pas les dispositions qui s'appliqueront à ces installations modifiées notamment celles de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et s'il les respecte. Enfin, le dossier ne comporte pas de revue de l'ensemble des critères définis au R181-46 du Code de l'environnement et de conclusion sur le caractère substantiel ou non-substantiel de la modification.</p> <p>Lors de la visite, un contrôle par sondage a permis de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modifications notables projetées avaient été mises en œuvre au sein du bâtiment 1 (présence d'une zone de stockage en palettes de semences et d'une zone de stockage en containers de semences) et des serres (présence d'une zone de stockage en palettes de cartons et de palettes en bois),</li> <li>- les conditions d'éloignement des stockages au sein des serres avec le bâtiment 3 étaient respectées (espace libre de 10 m maintenu et présence d'un marquage au sol),</li> <li>- des palettes de bois étaient stockées sous l'auvent attenant au bâtiment 1 alors que le dossier de modification de mars 2020 indiquait qu'aucune matière combustible ne serait stockée dans ces installations pourvues d'une toiture dédié au stockage.</li> </ul> <p><b>Observations :</b></p>



=> Afin de poursuivre l'instruction de ce dossier de porter à connaissance (PAC) de mars 2020 reçu le 16/04/2020 en préfecture, compléter le dossier en :

- justifiant l'absence d'impact de la modification sur les rubriques ICPE 1510, 1511, 1530, 1532 et 2160 en détaillant pour chacune de ces rubriques les installations classées sous ces dernières après mise en œuvre des modifications projetées avant l'entrée en application du décret 2020-1169 du 24/09/2020 au 1/1/2021 (pour rappel, l'exploitant doit également justifier le classement de ses installations suite au décret précité en détaillant les installations classées sous les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 au 1/1/2021 - cf fiches de constats situation administrative des rubriques 1510, 1511, 1532),
- indiquant les dispositions applicables aux installations modifiées et notamment celles de l'arrêté ministériel (AM) du 11 avril 2017 compte tenu des dates de la demande d'autorisation ou de la mise en service régulière,
- précisant si les dispositions applicables aux installations modifiées et notamment celles de l'AM du 11 avril 2017 sont respectées,
- réalisant une revue de l'ensemble des critères définis au R181-46 du Code de l'environnement et en concluant sur le caractère substantiel ou non-substantiel de cette modification notable.

=> Exploiter les installations modifiées et notamment l'auvent situé le long du bâtiment 1 conformément aux plans, données techniques et engagements présentés dans le dossier de PAC de mars 2020.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 9 :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.</p> <p>Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosibles, les installations électriques sont réduites aux stricts besoins nécessaires. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection du 1/12/2015, il avait été constaté qu'il subsistait de nombreuses non conformités (NC) relevées par l'organisme de contrôle (plus de 90 NC pour l'usine « semences » et 14 NC pour l'usine « bulbes ») dont plus de 30 remarques concernaient la mise à jour ou la réalisation des schémas électriques ou le démantèlement d'installations hors service et surtout 3 NC sur 6 identifiées comme majeures (par l'organisme de contrôle) qui n'avaient pas encore été traitées.</p> <p>Par courriel du 9/11/2022, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les derniers rapports de vérification annuelle des installations électriques par Socotec Equipements de juin 2022 (au titre des assureurs, vérification Q18) : <ul style="list-style-type: none"> <li>-&gt; les Q18 associés aux contrôles des équipements au sein du bat 1 - poste 6-collecteur 1 - poste 4-collecteur 2 – poste 2 - tour calibrage - poste séchoirs 1-2-3 - poste 5 pré-nettoyage concluent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. Toutefois, les rapports de vérification font état de 57 observations dont 35 déjà signalées (précédent contrôle de juin 2021),</li> <li>-&gt; le Q18 associé au contrôle des équipements au sein du poste 1 (réception-séchage) du 14/06/22 conclut que les installations électriques peuvent entraîner de risques d'incendie et d'explosion (précédent contrôle du 22/06/2021) dont 1 danger déjà signalé dans le précédent Q18 (le rapport de vérification fait état de 30 anomalies dont 20 déjà signalées).</li> </ul> </li> </ul> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dernier rapport de vérification bi-annuelle des installations électriques par thermographie (Q19) pour les installations du site par la société DEKRA du 23/09/2022 qui relevait 2 anomalies dont une de priorité 1 et une de priorité 2. Selon l'exploitant, elles auraient été traitées en interne (justificatifs non fournis lors de la visite),</li> <li>- son tableau de suivi de l'état d'avancement des actions correctives selon une échelle de graduation (priorité 1 à 3) proposée par l'organisme de contrôle suite aux rapports de vérification des installations électriques qui montrent : <ul style="list-style-type: none"> <li>-&gt; pour les installations (hors poste 1) : 43 anomalies restaient à traiter dont 3 anomalies de priorité 1 et 18 anomalies de priorité 2,</li> <li>-&gt; pour les installations du poste 1 : sur les 30 anomalies relevées, restaient à traiter 3 anomalies de priorité 1, 6 anomalies de priorité 2 et 5 anomalies de priorité 3.</li> </ul> </li> </ul> <p>Certaines dates de réalisation des travaux ne sont pas renseignées dans le tableau de suivi de l'exploitant.</p> <p><b>Observations :</b> Par courriel du 15/12/2022, l'exploitant a informé l'IIC du traitement des anomalies de priorité 1 et de certaines anomalies de priorité 2 et 3 suite à l'inspection (16 actions en cours de réalisation) et a transmis le tableau de suivi des actions correctives suite aux rapports de vérification des installations électriques qui montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-&gt; pour les installations (hors poste 1) : restent à traiter 14 anomalies de priorité 2 et 17 anomalies de priorité 3,</li> </ul>

<p>-&gt; pour les installations du poste 1 : sur les 30 anomalies relevées, restent à traiter 6 anomalies de priorité 2 et 5 anomalies de priorité 3,</p> <p>- le renseignement de toutes les dates de réalisation des travaux pour lever les non-conformités ou remarques.</p> <p>=&gt; Réaliser les travaux nécessaires, suite aux observations formulées dans les rapports de contrôle des installations électriques de l'organisme compétent de juin 2022 et selon une cinétique de traitement adaptée, afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques.</p> <p>=&gt; Fournir les justificatifs du traitement des 2 anomalies (une de priorité 1 et une de priorité 2) issues du dernier rapport de vérification bi-annuelle des installations électriques par thermographie (Q19) par la société DEKRA du 23/09/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Foudre - Conformité des installations de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle : conformité des installations de protection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 09/11/2022, l'exploitant a transmis la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre par la société SOCOTEC du 01/07/2022 relevant une non-conformité (prise de terre T91 trop élevée) et une remarque "le DOE prévoit que chaque paratonnerre soit testable en toiture avec un testeur. Après échange avec M. Camus, ce moyen de test n'a pas été fourni."</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant n'avait pas engagé d'action corrective suite à la non-conformité. Il n'a également pas été mesure de présenter ses propositions suite à la remarque formulée par l'organisme compétent.</p>
<p><b>Observations :</b> Par courriel du 15/12/202, l'exploitant s'est engagé à réaliser une vérification complète de ses installations de protection contre la foudre en 2023 et à transmettre le bon de commande.</p> <p>=&gt; Réaliser les actions correctives nécessaires à l'issue de la dernière vérification complète par la société SOCOTEC du 1/7/2022 afin que les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>=&gt; Mettre à disposition de l'organisme compétent les moyens nécessaires pour tester les paratonnerres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Foudre - Carnet de bord

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Carnet de bord
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose du carnet de bord des installations de protection contre la foudre reprenant notamment les dates de réalisation de l'analyse de risque foudre, de l'étude technique, des vérifications visuelles et complètes.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Tenir un carnet de bord des installations de protection contre la foudre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Vérification visuelle des installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...] L'exploitant dispose de l'ARF, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation de vérifications visuelles des installations de protection contre la foudre (en alternance avec la vérification complète) depuis la signature de l'AP en fournissant, par exemple, les rapports de contrôle de ces dernières années ou en mettant à disposition de l'IIC le carnet de bord.</p> <p>Il ne disposait pas de justificatif pour la réalisation de la prochaine vérification visuelle de 2023.</p>
<p><b>Observations :</b> Par courriel du 15/12/202, l'exploitant s'est engagé à réaliser une vérification complète de ses installations de protection contre la foudre en 2023 et à transmettre le bon de commande.</p> <p>=&gt; Réaliser des vérifications visuelles annuelles des installations de protection contre la foudre par un organisme compétent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Vérification complète des installations de protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.2.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les deux ans par un organisme compétent. Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur. [...] L'exploitant dispose de l'ARF, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<b>Constats :</b> Par courriel du 9/11/2022, l'exploitant a transmis: - le rapport des vérifications des 13 paratonnerres du site par Indelec du 22/07/2020 qui ne constitue pas une vérification complète, - le rapport de la dernière vérification complète par Socotec du 01/07/2022. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la précédente vérification complète des installations de protection contre la foudre.
<b>Observations :</b> => Respecter la fréquence de contrôle des vérifications complètes par un organisme compétent des installations de protection contre la foudre (tous les 2 ans).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Contrôle des rejets atmosphériques du séchoir 5 (avec générateur de chaleur direct)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques du séchoir 5 (avec générateur de chaleur direct)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder tous les deux ans à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant a minima sur l'ensemble des paramètres visés l'article 3.4.3 ci-dessus. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées. À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocénique, décrites par la norme NF EN 13284-1 ou la norme NFX 44-052 sont respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p> <p>Pour les installations de séchage, au lieu des mesures prévues au présent article des modalités différentes, reconnues spécifiquement par le ministère chargé des installations classées, peuvent être mises en place, pour justifier du respect des valeurs limites imposées à l'article 3.4.3 du présent arrêté.</p> <p>La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux.</p> <p>Dans le cas où les mesures font apparaître le non-respect des valeurs limites d'émission, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et transmet les résultats accompagnés de ses commentaires sur les causes et d'un plan d'actions correctives à mettre en œuvre en vue de satisfaire aux exigences des valeurs limites d'émission (VLE) fixées au présent arrêté.</p> <p>Un plan d'actions portant sur la réduction de la pollution rejetée en sortie de cheminée du séchoir n°5 est transmis, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le séchoir 5 pouvait être alimenté en chaleur par 2 générateurs : un générateur de chaleur direct (via un brûleur à gaz naturel) et un générateur de chaleur indirect (chaudière utilisant la rafle de maïs comme combustible pour produire de l'eau chaude qui passe dans un échangeur air/eau pour fournir de l'air chaud). Selon l'exploitant, seul ce dernier générateur dispose d'un rejet canalisé (cheminée).</p> <p><u>Pour le suivi des émissions dans l'air du séchoir 5 avec le générateur de chaleur direct (secours) :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des rejets atmosphériques ou d'évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements à respecter les valeurs limites. Pour rappel, l'art. 52.II (applicable du 1/1/2020 pour les installations existantes) de l'arrêté ministériel du 22/10/2018 (rubrique 2260 E) prescrit un suivi des émissions dans l'air selon une fréquence biennale (pour les installations de séchage d'une puissance supérieure à 5 MW et inférieure ou égale à 20 MW) pour les paramètres poussières, NOx, COV (exemption du paramètre SO<sub>2</sub> pour les installations fonctionnant exclusivement au gaz naturel).</p> <p>Lors de la visite, les 2 installations de générateurs de chaleur du séchoir 5 ont pu être visualisées, elles ne fonctionnaient pas le jour de l'inspection.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Réaliser un suivi des émissions dans l'air du séchoir 5 avec le générateur de chaleur direct selon une fréquence biennale conformément aux dispositions de l'art. 3.5 de l'AP du 8/1/2018 et de l'art. 52.II de l'arrêté ministériel du 22/10/2018. Le cas échéant, justifier l'absence de réalisation de mesures représentatives des rejets et effectuer une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 15 : Contrôle des rejets atmosphériques du séchoir 5 (avec générateur de chaleur indirect)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques du séchoir 5 (avec générateur de chaleur indirect)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder tous les deux ans à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant a minima sur l'ensemble des paramètres visés l'article 3.4.3 ci-dessus. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p> <p>À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocénique, décrites par la norme NF EN 13284-1 ou la norme NFX 44-052 sont respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p> <p>Pour les installations de séchage, au lieu des mesures prévues au présent article des modalités différentes, reconnues spécifiquement par le ministère chargé des installations classées, peuvent être mises en place, pour justifier du respect des valeurs limites imposées à l'article 3.4.3 du présent arrêté.</p> <p>La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux.</p> <p>Dans le cas où les mesures font apparaître le non-respect des valeurs limites d'émission, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et transmet les résultats accompagnés de ses commentaires sur les causes et d'un plan d'actions correctives à mettre en œuvre en vue de satisfaire aux exigences des valeurs limites d'émission (VLE) fixées au présent arrêté.</p> <p>Un plan d'actions portant sur la réduction de la pollution rejetée en sortie de cheminée du séchoir n°5 est transmis, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le séchoir 5 pouvait être alimenté en chaleur par 2 générateurs : un générateur de chaleur direct (via un brûleur à gaz naturel) et un générateur de chaleur indirect (chaudière utilisant la rafle de maïs comme combustible pour produire de l'eau chaude qui passe dans un échangeur air/eau pour fournir de l'air chaud). Selon l'exploitant, seul ce dernier générateur dispose d'un rejet canalisé (cheminée).</p> <p><u>Pour le suivi des émissions dans l'air du séchoir 5 avec le générateur de chaleur indirect :</u></p> <p>L'exploitant a indiqué que ce générateur n'aurait pas été utilisé depuis 2015, seuls les brûleurs à gaz auraient été utilisés (cf fiche de constats caducité). Il n'a donc pas réalisé de contrôle des rejets atmosphériques de cette installation de combustion. L'exploitant n'a pu fournir de justificatifs sur l'absence d'utilisation du générateur de chaleur indirect (registre des dates de fonctionnement du générateur de chaleur indirect, enregistrements des consommations de gaz naturel pour le générateur de chaleur direct...).</p> <p>Lors de la visite, les 2 installations de générateurs de chaleur du séchoir 5 ont pu être visualisées, elles ne fonctionnaient pas le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Justifier l'absence de réalisation de suivi des émissions dans l'air du séchoir 5 avec le générateur de chaleur indirect depuis la signature de l'AP du 8/1/2018 et mettre en place le cas échéant les justificatifs permettant d'expliquer l'absence de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 16 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, une mesure de la situation acoustique sera effectuée par un organisme ou une personne qualifiée. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites précisés par les articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent arrêté, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations en limites de propriété face aux zones à émergence réglementée.</p> <p>Ces mesures sont réalisées à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. Elles sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas où les mesures des niveaux de sonores font apparaître le non-respect des niveaux sonores qui précèdent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats et transmet les résultats accompagnés d'un plan d'action présentant des dispositions complémentaires à réaliser en vue de satisfaire aux exigences des valeurs et émergences limites de bruit, ainsi qu'aux conditions d'apparition de bruit à tonalité marquée.</p> <p>Les éventuelles dispositions complémentaires doivent hiérarchiser les origines de bruit, présenter les possibilités de traitement acoustique du bruit.</p> <p>Dans la mesure où des dispositions complémentaires devraient être mises en œuvre en vue de satisfaire aux exigences des articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent arrêté, une nouvelle mesure des émissions acoustiques devra être effectuée à l'issue des travaux et un rapport de mesurage sera transmis dans les meilleurs délais au préfet accompagné des commentaires de l'exploitant.</p> <p><b>Constats :</b> Par courriel du 09/11/2022, l'exploitant a transmis le rapport de mesures de bruit réalisé par la société SOCOTEC du 26/04/2021 suite aux mesures du 17/02/2021. Lors de la visite, il a remis le dernier rapport de mesures de bruit de la société GANTHA du 17/12/2021 suite aux mesures effectuées du 1<sup>er</sup> au 4 octobre 2021. Selon ce dernier rapport, cette nouvelle campagne de mesures faisait suite à des plaintes du voisinage (aucune plainte n'a été reçue à la DREAL). L'objectif de cette dernière étude était aussi d'évaluer et traiter la contribution sonore d'une source de bruit potentiellement à l'origine de cette gêne selon l'exploitant (refoulement d'un filtre).</p> <p>Ces 2 rapports mettent en évidence des non-conformités par rapport aux valeurs limites précisées aux articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'AP ( cf fiches de constat : respect des valeurs limites d'émergence et niveaux limites de bruit). Toutefois, l'exploitant n'a pas informé l'IIC dans le mois qui suit la réception des résultats montrant des non-conformités et n'a pas transmis un plan d'actions présentant des dispositions complémentaires à réaliser en vue de satisfaire aux exigences des valeurs et émergences limites de bruit ainsi qu'aux conditions d'apparition de bruit à tonalité marquée.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non-respect des valeurs et limites d'émergence de bruit, informer l'IIC dans le mois qui suit la réception des résultats et transmettre les résultats accompagnés d'un plan d'actions présentant des dispositions complémentaires à réaliser en vue de satisfaire aux exigences des valeurs et émergences limites de bruit, ainsi qu'aux conditions d'apparition de bruit à tonalité marquée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Respect des valeurs limites d'émergence et niveaux limites de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 6.2.1 et 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émergence et niveaux limites de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <p>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) - 6 dB(A) - 4 dB(A)</p> <p>Supérieur à 45 dB(A) -5 dB(A) -3 dB(A)</p> <p>Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement les valeurs ci-dessous.</p> <p>Périodes et Niveaux sonores limites admissibles</p> <p>Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)</p> <p>Période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)</p> <p>Tous points en limite de propriété</p> <p>70 dB(A)</p> <p>60 dB(A)</p> <p>Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris les véhicules et les engins.</p> <p>La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.</p> <p><b>Constats :</b> Le rapport de mesures de bruit du 26/04/2021 par la société SOCOTEC montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un respect des valeurs limites pour les niveaux sonores en limite de propriété,</li> <li>- un respect des valeurs limites d'émergence pour les 2 points en ZER en période nocturne et en période diurne pour le point au nord-est,</li> <li>- l'absence de respect de la valeur limite d'émergence pour le point en ZER situé au sud-ouest en période diurne (6 dB(A) mesuré pour une valeur limite de 5),</li> <li>- l'absence de tonalité marquée durant les mesures de bruit ambiant en ZER.</li> </ul> <p>Le dernier rapport de mesures de bruit du 17/12/2021 par la société GANTHA montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un respect des valeurs limites pour les niveaux sonores en limite de propriété,</li> <li>- un respect des valeurs limites d'émergence pour les 3 points en ZER en période diurne et pour 2 points en période nocturne,</li> <li>- l'absence de respect de la valeur limite d'émergence pour le point en ZER situé au nord-est en période nocturne (11,8 dB(A) mesuré pour une valeur limite de 4),</li> <li>- l'absence de tonalité marquée durant les mesures de bruit ambiant en ZER.</li> </ul> <p>Il est à noter qu'au regard des plans des 2 rapports précités et des photos disponibles dans le rapport de la société GANTHA, la mesure au niveau du point en ZER au nord-est dans le dernier rapport de mesures de bruit a été réalisée en limite de propriété au sud de la route départementale (RD347). La précédente mesure avait été effectuée dans les quartiers résidentiels au-delà de la route départementale et des haies d'arbres (rapport SOCOTEC ne montrant pas de non-conformité à ce point). Aucune explication ou proposition d'action corrective n'est présente dans le rapport de GANTHA ou n'a pu être fourni par l'exploitant lors de la visite.</p> <p><b>Observations :</b> Par courriel du 19/12/2022, l'exploitant s'est engagé à réaliser de nouvelles mesures de bruit en 2023.</p> <p>=&gt; Transmettre les résultats de la nouvelle campagne de mesures de bruit prévue en 2023 afin de justifier en particulier de la conformité de la valeur d'émergence du point en ZER situé au nord-est dans les quartiers résidentiels. Le cas échéant, joindre un plan d'actions pour un retour à la conformité (Cf fiches de constats contrôle des niveaux sonores).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Stockage de palettes et cagettes en extérieur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de palettes et cagettes en extérieur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de palettes et cagettes en extérieur forme des îlots qui respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la surface maximale des îlots au sol est de 1200 mètres carrés,</li> <li>• la hauteur du stockage ne doit pas dépasser 5 mètres,</li> <li>• la distance entre deux îlots est de 25 mètres minimum,</li> <li>• le stockage de palettes est implanté à une distance minimum de 25 m des limites de propriété de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie ,</li> <li>• le stockage est implanté à une distance de 25 m par rapport aux parois des bâtiments ou de leur structure ou à une distance supérieure à la valeur de la distance permettant de ne pas soumettre les bâtiments aux effets dominos, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, générés par les stockages extérieurs.</li> </ul> <p>Les limites de stockage définies ci-dessus sont clairement signalées et matérialisées. L'exploitant prend les mesures utiles pour que ces distances d'isollements soient conservées pendant l'exploitation des installations.</p> <p><b>Constats :</b> Suite à la modification d'activité exercée au sein des bâtiments ex bulbes (bâtiment 1, préaux et serres) ayant fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance transmis au préfet par courrier du 09/04/2020, l'exploitant a indiqué ne plus stocker de palettes et cagettes en extérieur et notamment au niveau la partie du site situé à proximité de l'angle des routes départementales D7 et D346. Lors de la visite, un contrôle par sondage a permis de constater l'absence de stockage de palettes et de cagettes sur le site en extérieur (non couvert).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : Stockage de palettes dans une cellule de stockage couverte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de palettes dans une cellule de stockage couverte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les palettes stockées en masse respectent les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les îlots au sol ont une surface limitée à 500 mètres carrés ;</li> <li>• la hauteur maximale du stockage est égale à 8 mètres ;</li> <li>• la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres.</li> </ul> <p>[...] Les issues de la cellule de stockage sont maintenues libres de tout encombrement. Les palettes sont disposées de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie. Des passages suffisants et judicieusement répartis sont aménagés. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté le respect de ces conditions de stockage pour les palettes stockées en masse dans la cellule B du bâtiment 5 et dans le bâtiment 1 (ex bulbes). Il n'a pas été constaté de désordre particulier concernant l'accessibilité des issues de secours et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité lors d'un contrôle par sondage dans ces 2 bâtiments.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zones humides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des mesures sont prises en compensation de la suppression de la zone humide localisée sur les parcelles YE 198 et 197. Elles portent sur la renaturation des zones humides localisées sur les parcelles YE 217 et 196. Les travaux sont réalisés conformément à la méthode prévue dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'extension et sous couvert d'un organisme compétent en environnement. La période des travaux prend en compte le cycle biologique des espèces faunistiques et floristiques afin d'en limiter les impacts.</p> <p>Un inventaire floristique et faunistique sur les zones humides renaturées est réalisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté et au minimum tous les deux ans, par un organisme compétent en environnement afin de suivre l'évolution des milieux renaturés et l'impact des aménagements sur les espèces et au besoin intervenir pour les préserver.</p> <p>Toute modification d'affectation ou d'exploitation des parcelles compensatrices fera l'objet d'une demande d'autorisation, auprès du Préfet de Maine-et-Loire.</p>
<p><b>Constats :</b> Les parcelles YE217 et 196, visualisées lors de la visite, ont subi en partie un incendie durant l'été 2022 selon l'exploitant.</p> <p>Il n'y a pas eu d'inventaire floristique et faunistique réalisé sur les zones humides renaturées dans le délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral ni au minimum tous les deux ans, par un organisme compétent en environnement afin de suivre l'évolution des milieux renaturés et l'impact des aménagements sur les espèces et au besoin intervenir pour les préserver. Au jour de la visite, 3 inventaires auraient dû être effectués au minimum.</p>
<p><b>Observations :</b> Par courriel du 15/12/2022, l'exploitant a indiqué avoir contacté 2 prestataires pour réaliser cet inventaire et s'est engagé à transmettre le bon de commande. Par courriel du 22/12/2022, un bon de commande du 22/12/2022 auprès de la société SOCOTEC a été transmis.</p> <p>=&gt; Réaliser l'inventaire floristique et faunistique sur les zones humides renaturées (parcelles YE217 et 196) et respecter la fréquence définie dans l'AP (au minimum tous les deux ans).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 21 : Caducité du générateur de chaleur indirect du séchoir 5**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-74-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caducité du générateur de chaleur indirect du séchoir 5
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le séchoir 5 pouvait être alimenté en chaleur par 2 générateurs de chaleur : un générateur de chaleur direct (via un brûleur à gaz naturel) et un générateur de chaleur indirect (chaudière utilisant la rafle de maïs comme combustible pour produire de l'eau chaude qui passe dans un échangeur air/eau pour fournir de l'air chaud). Il a indiqué que ce générateur de chaleur indirect n'aurait pas été utilisé depuis 2015 (soit plus de 3 années consécutives), seuls les brûleurs à gaz auraient été utilisés pour cette installation. Lors de la visite, les 2 installations de générateurs de chaleur du séchoir 5 ont pu être visualisées, elles ne fonctionnaient pas le jour de l'inspection.</p> <p><b>Observations :</b>  =&gt; Transmettre au préfet une demande justifiée afin que l'AP du 8/1/2018 continue de produire son effet sur l'exploitation du générateur de chaleur indirect du séchoir 5.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet